



ASSAINISSEMENT DE LA DÉCHARGE INDUSTRIELLE DE BONFOL COMMISSION D'INFORMATION

Secrétariat :
c/o OEPN
Les Champs Fallat
CH-2882 St-Ursanne
t +41 32 420 48 03, f +41 32 420 48 11
kathrin.gschwind@jura.ch

Commission d'information de la DIB *Procès-verbal*

SEANCE N° 4/2005	DATE :	8 décembre 2005
	LIEU :	Delémont, Salle HES
	HEURE :	13h30 – 16h00
	REDIGE PAR :	Sandrine Schmidt

<u>PARTICIPANTS :</u>		Distribution
L. Schaffter	Ministre du DEE	
R. Bentz	bci Betriebs-AG	
R. Longet	equiterre, Président	1
M. Fischer	bci Betriebs-AG	1
A.-F. Wagner	bci Betriebs-AG	1
J.-P. Meusy	RCJU/OEPN	1
A. Bapst	RCJU/OEPN	1
F. Schaffter	RCJU/JUR	1
P. Girardin	Commune de Bonfol	1
J.-C. Hennet	Commune de Bonfol	1
M. Forter	Expert Collectif Bonfol	1
J.-L. Walther	Expert Collectif Bonfol	1
M. Wüthrich	Greenpeace	1
L. Merguin Rossé	Pro Natura Jura	1
J.-C. Probst	Unia Le Syndicat	1
J.-R. Frisch	Maire de Pfetterhouse	1
M. Heyer	Adjoint au maire de Pfetterhouse	1
J. Normand	Sous-préfet d'Altkirch	1
B. Grebot	DDAF Haut-Rhin	1
<u>EXCUSES :</u>		
M. Buser	Expert RCJU	1
W. Wildi	Expert RCJU	1
Ch. Wenger	OFEFP	1
I. Chevalley	equiterre	1
J.-F. Gerber	Chambre de commerce et d'industrie JU	1
A. Fousseret	Collectif Bonfol	1
S. Küffer Heer	Demeter Suisse	1
J.-P. Egger	Pro Natura Jura	1
Ph. Riat	WWF	1
H. Ecoffey	Maire de Réchésy	1
J.-P. Pinol	Commune de Réchésy	1
C. André-Fridez	Commune de Beurnevésin	1
H. Kaegi	Commune de Beurnevésin	1
J.-P. Masson	DIREN Franche-Comté	1
A. Michel	DDASS Haut-Rhin	1
M.-P. Collin Huet	Région Franche-Comté	1
M. Halliez	Conseil régional Franche-Comté	
M. Mouttet	DRIRE, Colmar	1
B. Blanchard	DIREN Alsace	1
J.-C. Meuley	Conseil général du Territoire de Belfort	1
J. Raymond	DDAF du Territoire de Belfort	

Introduction

- R. Longet souhaite la bienvenue aux personnes présentes et remercie Messieurs Bentz et Schaffter de leur présence et pour leurs interventions suite à la conférence de presse du jeudi matin 8 décembre.

1. Adoption de l'ordre du jour

Rappel : Lors de la précédente séance de la commission d'information du 10 novembre dernier, il avait été convenu d'organiser la présente réunion du 8 décembre 2005 à Besançon. Il avait été également précisé, s'agissant de l'évolution du dossier d'assainissement de la DIB, que le Gouvernement jurassien et le conseil d'administration de la bci Betriebs-AG étaient en discussion pour établir les bases nécessaires à la poursuite du projet (voir communiqué de presse du 24.10.05). [<http://w3.jura.ch/ci-bonfol/>]

Ces négociations ayant abouti, elles ont été rendues publiques au cours d'une conférence de presse fixée à Delémont le 8 décembre 2005. Compte tenu de la simultanéité des dates, les représentants du Gouvernement jurassien et de la bci ont proposé de venir présenter les résultats des discussions aux membres de la Commission d'information.

- L'ordre du jour est adopté.

2. Communications

1. Communication de Monsieur Laurent Schaffter – Ministre du DEE – RCJU (cf. exposé annexé)

- Monsieur Schaffter rappelle que la prise de position du 16.09.04 mentionnait que le concept général d'assainissement retenu par bci était accepté, mais que 54 compléments étaient demandés. Fin 2004, un accord particulier devait être signé, mais il n'a pas vu le jour, car le canton souhaitait que la question de la prise en charge des coûts soit clarifiée.

Grâce à une étroite collaboration entre le canton et la bci, une convention a pu être élaborée pour régler la prise en charge des coûts de l'assainissement. L'autorité cantonale procédera à une répartition des coûts. Au terme de la procédure, la bci s'engage à prendre à sa charge la totalité des coûts qui auraient au préalable été imputés aux collectivités jurassiennes.

Le projet d'assainissement est approuvé sous réserve des compléments requis dans la prise de position de l'OEPN. Cette manière de procéder confère à la bci la sécurité nécessaire pour adjudger les travaux et en parallèle poursuivre la réalisation des compléments requis par l'OEPN avant l'approbation définitive du projet d'assainissement.

Un accord particulier sera prochainement conclu entre le canton et la bci pour régler les détails de la prochaine étape d'assainissement tel que le prévoit l'accord cadre signé en 2000.

Le canton et la bci s'engagent à renforcer leur collaboration et un comité restreint sera créé avec la participation de l'OFEFP et de la commune de Bonfol.

Le canton du Jura est satisfait des dispositions qui ont été prises, ce qui permettra de tenir les délais.

2. Communication de Monsieur Rolf Bentz, Président du Conseil d'Administration de la bci Betriebs-AG (cf. exposé annexé)

- Monsieur Bentz mentionne qu'au cours de la séance du 24.10.05, entre une délégation du gouvernement Jurassien et des représentants du conseil d'administration de bci, une solution a été trouvée sur les points litigieux qui entravaient la bonne marche du projet. La bci a confirmé sa volonté d'assainir rapidement la DIB. La convention qui vient d'être signée va permettre de poursuivre rapidement le projet d'assainissement. Il était également important pour bci d'intégrer dans un comité restreint la commune de Bonfol et l'OFEFP pour assurer la réalisation de ce projet complexe, qui devra se dérouler conformément aux exigences légales. La bci a pu s'engager à prendre à sa charge la part restante des coûts d'assainissement imputés aux collectivités locales jurassiennes après intervention du fonds OTAS. Les consortiums (lots A et B) ont déjà été présélectionnés par bci et la direction de projet a décidé de les rencontrer avant la fin de l'année pour définir les interfaces entre eux et la bci. Ces consortiums seront présentés à la population de Bonfol et aux médias dans le courant du premier trimestre 2006.

Le nouveau calendrier prévoit un assainissement de la DIB rapide, définitif et respectueux de l'environnement (automne 2006: permis de construire, fin 2006 début 2007: début des travaux d'infrastructures, second semestre 2008: début des travaux d'excavation pour une durée de 4 ans).

3. Principales questions posées par les membres de la CI suite aux communications précédentes.

- Monsieur Longet remercie les deux intervenants et souligne qu'il est appréciable pour les membres de la CI d'être informés "en direct". Ces deux interventions témoignent du rôle important de la CI.
- Madame Lucienne Merguin Rossé demande quels seront les statuts du comité restreint et si cela remet en question le fonctionnement actuel des groupes et comités déjà en place?
- Monsieur Laurent Schaffter répond que la convention qui vient d'être signée ne décrit pas comment le canton va s'organiser à l'interne, mais d'ores et déjà des modifications de la structure de fonctionnement interne sont prévues.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy rappelle que dans le courant de cette année le dossier a vécu une phase de blocage. Il précise qu'à la demande du chef du DEE, l'organisation cantonale de suivi des dossiers sera revue.
- Monsieur M. Wüthrich demande plus de renseignements à propos de l'intégration de l'OFEFP dans le comité restreint. Est-ce que cela ne va pas générer de nouveaux conflits?
- Monsieur Rolf Bentz répond que l'OFEFP n'interviendra pas en tant qu'organe décisionnel mais comme observateur. Il aura un rôle d'accompagnement et de conseil en tant que haute autorité de surveillance.
- Monsieur J.-R. Frisch, en tant que maire de Pfetterhouse, se demande comment il pourra faire valoir son avis sur le projet d'assainissement ? Il souhaiterait être intégré au projet de manière plus active, sans vouloir faire partie du comité restreint.
- Monsieur Laurent Schaffter précise qu'à la page 2 de la convention (chapitre 3.3), il est mentionné que *"Ce comité restreint aura les tâches suivantes : stratégie d'assainissement incluant les objectifs annuels, contrôle du budget et du calendrier, information et relations publiques"*. La bci a souhaité qu'un organe décisionnel rapide soit mis en place, d'où la création de ce comité restreint. Monsieur Schaffter prend acte de la requête de Monsieur Frisch et veillera à ce que toutes les informations soient régulièrement transmises.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy précise qu'il faut privilégier la discussion de proximité. Dans le cadre de la procédure de plan spécial, des présentations du projet devront être faites dans les communes par l'intermédiaire du SAT (Service d'aménagement du territoire de RCJU).
- Monsieur Longet comprend bien cette volonté de simplifier les structures et fait remarquer que l'accord particulier, qui doit encore être signé, précisera le rôle de l'OFEFP. Il rappelle que la CI est une plate forme d'échange et qu'elle permettra de coordonner les procédures entre la Suisse et la France. Toutes les personnes intéressées ont la possibilité de poser des questions dans le cadre de la CI.
- Madame Lucienne Merguin Rossé reprend la page 2 de la convention (chapitre 3.2) *"Les Parties créent sous la direction de la BCI un comité restreint comme organe central de l'organisation de projet. Ce comité restreint est composé de représentants de la RCJU et de la bci Betriebs-AG. De plus, les Parties aspirent à intégrer, d'une manière appropriée, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) en tant que service spécialisé pour les questions de sites contaminés ainsi que la commune de Bonfol en tant que propriétaire foncier dans le comité restreint"*. Dans ce contexte, elle se demande comment l'OFEFP pourra assurer ses tâches de surveillance alors qu'il sera sous la direction de bci ?
- Monsieur Laurent Schaffter répond que dans le cadre de ce projet d'assainissement, il était important de mettre en place une structure qui contrôle les coûts et s'assure que les budgets et le calendrier soient respectés. Du point de vue de la communication, il était également souhaitable qu'elle se fasse mieux que ces derniers mois.
- Monsieur René Longet se demande si cette convention n'est pas en fait l'annonce de l'accord particulier ?
- Monsieur Rolf Bentz précise que le canton conserve ses compétences d'autorité de surveillance et la bci, de personne tenue d'assainir.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy dit que cette convention est le ciment qui va permettre de maintenir une bonne collaboration entre les Parties. L'OEPN et l'OFEFP assureront leur rôle de surveillance et feront appliquer les bases légales, notamment la LPE (Loi sur la protection de l'environnement).
- Monsieur Longet demande quel sera le rythme de réunion du comité restreint ?
- Monsieur Rolf Bentz répond qu'il est prévu de le réunir 2 ou 4 x / an.

- Monsieur Laurent Schaffter précise que ce comité aura un rôle d'organisme de suivi. Il sera ainsi possible de se réunir 1 ou 2X/an pour contrôler les coûts et donner une meilleure image du point de vue de la communication. L'accord particulier définira les compétences de ce comité restreint.
- Monsieur M. Wüthrich se demande quel sera le rôle exact de ce comité restreint et s'il aura la possibilité de prendre des décisions en cas de découvertes imprévues ?
- Monsieur Jean-Pierre Meusy rappelle les points 3 et 4 de la décision d'approbation ("le projet est accepté, sous réserve de remise par bci des compléments demandés" cf. prise de position). Le cadre légal est très clair. L'OEPN se prononcera sur les éventuelles mesures à prendre. Le comité restreint n'interviendra pas sur ces aspects.
- Monsieur R. Longet se demande comment seront gérés les coûts ?
- Monsieur Rolf Bentz répond que comme indiqué dans la convention, il n'a pas été possible de fixer un plafond pour les dépenses, car tout n'est pas encore connu. L'intégration des consortiums dans le projet permettra de mieux connaître le budget.
- Monsieur R. Longet propose que pour la prochaine séance de la CI, l'OEPN présente un organigramme avec tous les intervenants qui sont prévus pour le projet.
- Monsieur Jérôme Normand demande si des dates ont déjà été fixées pour le déroulement du plan spécial ?
- Monsieur Jean-Pierre Meusy répond que dans la décision, il est précisé qu'un calendrier sera réalisé d'entente avec bci.
- Monsieur R. Bentz ajoute que le projet va pouvoir démarrer très rapidement. Les offres ont été reçues pour les projets de construction. Il y a encore un problème de traduction des dossiers qui ont été établis en allemand. Bci souhaite démarrer le plan spécial le plus rapidement possible.
- Monsieur R. Longet dit que pour le dépôt du dossier dans les mairies françaises et suisses les documents devront être en français. Il fait aussi remarquer que les interventions qui sont faites par les membres de la CI, portent essentiellement sur le comité restreint.
- Monsieur Laurent Schaffter répond qu'il était très difficile de signer l'accord particulier sans qu'il y ait au préalable une plate forme d'échange. Ce comité restreint a été créé sur les bases fournies par les services juridiques du canton, de la bci et de la l'OFEPF. Un avis a également été demandé au Professeur Zufferey, de la Faculté de Droit de l'Université de Fribourg.
- Monsieur R. Longet revient sur les points 3.1 et 4 de la convention. Il constate qu'elle permet de sortir d'un litige qui a duré presque trois ans. Il pense également que la bci se réserve le droit de se retourner vers d'autres acteurs comme les collectivités jurassiennes ou l'armée. Il note que la bci prendrait les parts du canton et des communes à sa charge.
- Monsieur M. Wüthrich souhaiterait avoir plus d'information sur la répartition des coûts.
- Monsieur Rolf Bentz répond qu'il faudra tenir compte des perturbateurs par comportement et par situation. Bci prendra alors à sa charge les coûts qui n'auront pas été pris en charge par le fond OTAS.
- Madame Anne-Frédérique Wagner précise au sujet de la répartition des coûts, que la demande en répartition des coûts vient de la personne chargée d'assainir et cette demande sera adressée au canton. Si aucune solution n'est trouvée dans le cadre d'une solution négociée entre toutes les personnes potentiellement tenues de participer aux coûts, le canton prendra une décision de répartition des coûts. Pour le cas de CISA qui a perçu de l'argent pendant l'exploitation de la décharge, c'est le canton qui prendra à sa charge les frais puisque cette société n'existe plus. Pour ce genre de cas (coûts de défaillance), la Confédération dispose d'un fond (OTAS) et supporte jusqu'à 40 % les frais. Les coûts restants à la charge des collectivités locales jurassiennes après intervention de ce fonds seraient alors pris en charge par la bci.
- Monsieur M. Wüthrich demande si d'autres parties sont dans le même cas que la CISA ?
- Madame Anne-Frédérique Wagner répond que pour l'instant rien n'est défini et que cela sera traité au cas par cas.
- Monsieur B. Grebot demande si des réajustements sont prévus dans le cas où des substances spéciales (détonateurs de l'armée,...) étaient découvertes dans les déchets au cours des travaux.
- Madame Anne-Frédérique Wagner répond que ceux qui ont déposé des déchets sont connus.
- Monsieur Laurent Schaffter rappelle le point 4.3 de la convention " *Si un accord ou une décision définitive en répartition des coûts tels que définis au paragraphe 4.1 ci-dessus met à charge, directement ou par substitution, de la commune de Bonfol et/ou de la RCJU tout ou partie des coûts d'assainissement, la BCI s'engage à prendre à sa charge, dans leur intégralité, lesdits coûts*

d'assainissement dans la mesure où ils ne sont pas couverts par les indemnités du fonds OTAS de la Confédération".

- Monsieur François Schaffter précise que le canton procédera à une répartition des coûts à la demande de bci, ce qui est un exercice compliqué. Si un accord n'est pas possible entre les Parties, le canton établira alors une décision de répartition des coûts qui sera sujette à des recours. Une détermination des responsabilités pourra être faite.
- Madame Lucienne Merguin Rossé demande s'il y aurait des parties comme l'armée qui seraient concernées par la répartition des coûts ?
- Madame Anne-Frédérique Wagner répond qu'à l'heure actuelle, les personnes qui ont déposé des déchets et bénéficié de l'exploitation de la DIB sont connues.
- Monsieur M. Wüthrich demande si dans le calendrier une date est prévue pour établir la répartition des coûts ?
- Monsieur Laurent Schaffter répond que la répartition des coûts pourra se faire à tout moment même après la fin des travaux d'assainissement.
- Monsieur J.-C. Probst, qui intervient en tant que représentant du syndicat UNIA, se pose des questions pour la sécurité des travailleurs. Il demande que le syndicat puisse être associé très rapidement à la mise en place des dispositions qui seront prises pour assurer la sécurité des travailleurs. Il craint d'autre part que le comité restreint dévalorise le rôle de la CI.
- Monsieur R. Longet rappelle que la CI a toujours été une plate forme d'échange et qu'elle n'a jamais eu de pouvoir de décision pour tout ce qui est opérationnel. La CI doit cependant permettre à ce que toutes les parties puissent se prononcer. Pour lui, les syndicats doivent pouvoir s'impliquer en tant que partenaires sociaux.
- Monsieur R. Bentz ajoute que les exigences de sécurité seront définies par les autorités.
- Monsieur R. Longet précise que le service des arts et métiers a pour rôle de faire appliquer le droit du travail.
- Monsieur J.-C. Probst, ajoute qu'il souhaite participer à la mise en place des conventions.
- Monsieur L. Schaffter répond qu'il prend acte des demandes du syndicat UNIA.
- Monsieur M. Wüthrich voudrait en savoir plus sur le calendrier et souhaite connaître la date à laquelle tous les compléments demandés par le canton doivent être remis par bci.
- Monsieur Laurent Schaffter rappelle que le projet est approuvé sous réserve de remise de tous les compléments. Les compléments E1 doivent être validés pour que le canton puisse autoriser le plan spécial et le permis de construire pour fin 2006.

Messieurs Laurent Schaffter et Rolf Bentz quittent alors la séance, étant retenus par d'autres obligations.

- Monsieur R. Longet revient sur la décision et plus particulièrement sur le point suivant : *"La présente décision peut faire l'objet d'une opposition écrite auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature dans un délai de 30 jours à dater de sa réception. L'opposition doit contenir les conclusions, l'exposé des motifs et les moyens de preuve. La procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès de la Chambre administrative du Canton du Jura"*. Il demande qui a le droit de s'opposer.
- Monsieur François Schaffter répond que la décision est notifiée à la seule bci, mais que d'autres personnes pourraient se prévaloir d'un droit d'opposition. Il précise que tant qu'il y a une procédure de recours en cours, il y a un effet suspensif.
- Monsieur R. Longet demande comment sera traitée la problématique des dioxines et la demande de piézomètres supplémentaires dans la Série des Vosges.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy répond que les exigences pour les piézomètres sont maintenues, comme toutes les autres exigences, la prise de position de 2004 étant annexée à la décision.
- Monsieur R. Longet résume que les délais restent ouverts et que, comme l'a annoncé Monsieur Bentz, un nouveau calendrier sera présenté par bci.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy ajoute que l'autorité va discuter ce calendrier avec la bci. Les choses vont se préciser prochainement.
- Monsieur J.-R. Frisch demande quels pourraient être les voies de recours des Français avant que l'on ne commence les travaux ?
- Monsieur François Schaffter répond que toutes les personnes touchées ont le droit de s'opposer dans le cadre du plan spécial.

- Monsieur R. Longet ajoute qu'une opposition sur le plan spécial ne peut être tranchée que par le Gouvernement. Pour recourir, il faut être voisin ou bien directement touché. En Suisse, c'est uniquement dans le cadre d'une étude d'impact que des organisations de protection de la nature pourront recourir.
- Monsieur François Schaffter dit qu'il y a plusieurs législations en suisse qui donnent des droits de recours à des organisations. Le droit cantonal jurassien est plus large et accorde ce droit.
- Madame Lucienne Merguin Rossé demande si avant la validation des compléments par le canton il est prévu une présentation des éléments fournis par bci à la CI.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy répond qu'à suite de la demande du Collectif Bonfol au chef du DEE, il est prévu d'organiser une présentation de certains compléments aux experts de ce collectif. Actuellement, les compléments présentés par bci sont validés par l'OEPN au cours de séances décisionnelles. Un document final de synthèse présentera tous les compléments demandés dans la prise de position.

3. Procès-verbal de la séance du 10 novembre 2005

- Le PV de la séance du 10 novembre 2005 est adopté avec les modifications suivantes :
- Corriger : M. André Bapst
- Chapitre 4.4 à corriger par 4.5 : les propos de Monsieur Forter étaient les suivants : *M. Forter* dit qu'il a envoyé 30 à 40 courriers aux entreprises de la chimie Bâloise concernant les dioxines. Les entreprises Ciba et Clarian ont répondu par courrier qu'elles ne souhaitent pas répondre aux questions de Greenpeace. Norvartis et les autres entreprises contactées n'ont pas donné suite au courrier de Greenpeace.
- Ces corrections ont été intégrées au PV qui est à présent disponible sur le site internet.

4. Divers, prochaines séances

- Monsieur R. Longet demande que pour la prochaine séance de la CI, les membres réfléchissent au programme et au calendrier des prochaines séances de la CI pour l'année 2006. Un budget devra également être élaboré. Faudra-t-il prévoir des communications publiques ? Etablir des outils et/ou des documents de documentation ?
- **La prochaine séance de la Commission d'information aura lieu à Besançon au conseil régional de Franche-Comté le jeudi 2 février ou le jeudi 9 février 2006.**
- Un service de bus sera organisé au départ de Delémont. Les personnes intéressées voudront bien se faire connaître auprès du secrétariat de la CI. Le sujet principal de cette séance sera la présentation de l'expertise du professeur Jacky Mania à propos de l'hydrogéologie dans l'environnement de la DIB.
- Monsieur Jean-Pierre Meusy propose de faire la visite d'un site (décharge, sites pollués,...) à proximité de Besançon l'après-midi. L'OEPN prendra contact avec Monsieur Fousseret.

Pour le procès-verbal :
Sandrine Schmidt

22.12.05 / SS / AB/JPM

Annexes :

1. Décision d'approbation du projet d'assainissement du 28.11.05
2. Convention concernant l'assainissement de la décharge industrielle de Bonfol du 29.11.05
3. Communiqué de presse : Assainissement de la DIB : convention signée, projet approuvé, financement clarifié (voir aussi version allemande) du 8.12.05
4. Conférence de presse du 8.12.05 :
 - Intervention de Monsieur le Ministre F. Schaffter- RCJU
 - Intervention de Monsieur Rolf Bentz - bci
 - Intervention de Monsieur Bernhard Hammer - OFEFP
 - Intervention de Monsieur Jean-Denis Henzelin, Maire de Bonfol